

ÉPISODE CÉVENOL 20

25 mai 2021

Un courant d'air et de rivière

Le Putsch en marche

Imaginons une tribune de généraux appelant ouvertement au putsch. Que se passerait-il? Evidemment, les protestations fuseraient de partout, les politiques, majoritairement, condamneraient, les partis d'opposition et les associations manifesterait, les médias organiseraient des débats houleux et controversés, des sanctions tomberaient, des plaintes seraient déposées, etc.?

Eh bien, 20 généraux viennent de lancer un tel appel. Le texte, "Pour un retour de l'honneur de nos gouvernants" est publié dans *Valeurs actuelles*, journal d'extrême droite, le 21 avril, jour du 60e anniversaire du putsch de généraux opposés alors à l'indépendance de l'Algérie. Tout un symbole!

Que disent ces haut-gradés séditieux actuels? D'entrée, ils préviennent : "L'heure est grave, la France est en péril, plusieurs dangers mortels la menacent". Le mot clé est "délitement". Qui selon eux en sont responsables? Les

"partisans haineux et fanatiques" qui provoqueraient "la guerre raciale" avec les termes de "racialisme", "indigénisme" et les "théories décoloniales" (comprendre notamment les islamo-gauchistes ; "l'islamisme et les hordes de banlieue" qui voudraient détacher des "territoires soumis à des dogmes contraires à notre Constitution"; la "haine" de certains manifestants (com-



prendre les black blocs). Face à ces "périls", le gouvernement "silencieux" "louvoie", bref, il n'agit pas. Et de poursuivre que "si rien n'est entrepris" pour protéger "nos valeurs civilisationnelles", "l'intervention de nos camarades d'active sur le territoire national" sera inévitable, entraînant rien de moins qu'une "guerre civile" avec des "milliers de morts". Une menace, on ne peut plus directe!

Rappelons que cette tribune a été précédée le 14 avril d'un "document de travail" rédigé par seize généraux du Cercle de Réflexion Interarmées (CRI) destiné à l'ensemble des groupes parlementaires. Intitulé "Pour une stratégie globale contre l'islamisme et l'éclatement de la France", il se présente selon le *JDD* comme "un plan de bataille à 'stratégie multidimensionnelle' contre l'islamisme, l'immigration, la binationalité et la perte de repères dans la jeunesse". Selon l'un des rédacteurs, "une guerre hybride

nous a été déclarée, elle est multiforme et s'achèvera au mieux sur une guerre civile, ou au pire sur une cruelle défaite sans lendemain."¹

La publication de la tribune des généraux n'a suscité que trop peu de remous, la majorité politique s'est quasiment tue, Macron, n'a pipé mot, les partis d'opposition ont regardé ailleurs ou approuvé, les grands médias ont surtout minimisé ou acquiescé. Tandis que Marine Le Pen a invité les rédacteurs à rejoindre son parti, rares sont ceux qui ont protesté : Jean-Luc Mélenchon a rappelé que la provocation à la désobéissance des militaires est passible de cinq ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende et a fait un signalement auprès du Procureur de la République, qui ne voit pas matière à poursuites pénales!

Et voilà, qu'à peine 3 semaines plus tard, le 10 mai, on assiste à un nouveau tir de canon! Un deuxième texte, cette fois anonyme, est publié dans le même journal, par des officiers de "la génération du feu", ceux qui ont fait la

guerre en Afghanistan, au Sahel et participé à l'opération sentinelle en France. Ils y défient le pouvoir qui laisserait "le communautarisme s'installer dans l'espace public, dans le débat public, (...) la haine de la France et de son histoire devenir la norme". Face à la "déchéance" qui précéderait "l'effondrement", ils incitent le gouvernement à sévir, car il y va "de la survie de notre pays". Eux aussi se voient investis de la mission de rétablir l'ordre en cas de

"guerre civile". Mais ne sont-ils pas les protagonistes principaux de leur propre scénario martial?

Pour compléter la série d'interventions publiques de forces armées, rappelons que des "policiers en colère" ont adressé le 6 mai une lettre au Président dans laquelle ils exigent notamment de "procéder au bouclage des 600 territoires perdus de la République (sic!), y compris avec le renfort de l'Armée, en contrôlant et en limitant les entrées et sorties de ces zones par des checkpoints sur le modèle israélien de séparation mis en place avec les territoires palestiniens." Cette référence aux méthodes israéliennes colonialistes acquiert une résonance particulière dans la situation actuelle d'agression généralisée sur les Palestiniens. Viseraient-ils une guerre civile qu'ils ne s'y prendraient pas mieux!

Toutes ces déclarations publiques culminent dans

l'appel à une manifestation, le 19 mai devant le Parlement, organisée par l'intersyndicale de policiers contre la Justice pour exiger "la mise en œuvre de peines minimales pour les agresseurs de Forces de l'Ordre". L'érosion de l'Etat a-t-il atteint un tel niveau que le ministre de l'Intérieur peut se permettre de participer à une manifestation de factieux qui remettent en question une institution régalienne et ce au moment même où le représentant de celle-ci intervient devant l'assemblée?

Ces appels successifs de militaires et policiers à l'embrigadement de la justice et à une intervention militaire révèlent d'abord la faiblesse d'un Etat et d'une classe politique à la dérive qui n'ont comme principale réponse "disruptive" aux défis actuels qu'une surenchère nationaliste et sécuritaire. Pour les uns comme pour les autres les ennemis intérieurs sont identifiés (les islamistes, les racisés, les séparatistes, les islamo-gauchistes, etc.). Tous exhortent à serrer les rangs autour d'un grand narratif sur la "grandeur de la France" décliné en de multiples discours faits de valeurs, de principes, d'union, de nation etc. L'opposition, dans sa quasi-totalité, et une grande partie des intellectuels ont été happés et mis au pas.

Ne vivons-nous pas en réalité dans un état de guerre permanent? Une guerre contre les banlieues, les noirs et les musulmans, les gilets jaunes, les pauvres, les réfugiés, les luttes sociales, etc.

A jouer aux apprentis-sorciers fascistes, Macron et sa clique seront vite dépassés par les maîtres eux-mêmes. L'heure est grave, oui... [Tissa]

1. <https://www.lejdd.fr/4042236>

L'ennemi qui viendrait d'ailleurs...

Parmi les figures classiques de la rhétorique des partis d'extrême droite et des mouvements populistes, se dresse en bonne position le lien fantasmé du fait migratoire au phénomène terroriste. Cette corrélation, si elle est allègrement reprise et relayée par une large sphère médiatique aux lendemains d'attentats, relève également de constructions politiques profondément ancrées dans nos sociétés. Comprendre les déclarations anti-immigration tenues par de nombreuses personnalités politiques à la

suite des récentes attaques de Conflans-Sainte-Honorine et Rambouillet requiert alors de replacer ce type d'amalgame fallacieux dans un contexte plus large.

L'immigration a de longue date été définie comme menace et source d'instabilité. De la "montée du chômage" à l'"insécurité dans les banlieues", du "délitement de l'identité nationale" au "communautarisme", c'est bien le spectre de l'immigration qui est brandi pour justifier de nombreuses questions structurelles en panne de solution politique et qui légitime des réponses d'ordre sécuritaire. Que se soit à l'échelon européen comme au niveau national, "les registres sécuritaires de la lutte contre le terrorisme et de la lutte contre l'immigration clandestine se trouvent totalement imbriqués tant dans les représentations et les discours que dans les politiques publiques"¹. Depuis les attentats du 11 septembre 2001, la tendance que suivent les États de "fermer les frontières nationales pour se sentir plus en sécurité sur le territoire souverain, convaincu que la menace terroriste vient d'ailleurs."², renforce encore les discours sur la peur de l'immigration.

Cette "gouvernementalité par l'inquiétude" permet alors de passer outre les évidences les plus élémentaires, et les propos évoqués servent des intérêts politiques particuliers plutôt qu'une réelle volonté de cerner et de remédier à un problème donné. Ainsi, qu'une chercheuse au CNRS, spécialiste des migrations, rappelle que si l'on ramène les plus de 250 000 entrées légales et illégales par an au nombre d'attentats ou de tentatives d'attentats impliquant des personnes de nationalité étrangère, le résultat demeure "complètement marginal statistiquement", ne semble guère suffire à faire tomber le préjugé³. Qu'une étude récemment menée croisant les informations disponibles sur les flux migratoires dans 145 pays, entre 1970 et 2000, conclue qu'il n'existe pas de lien de cause à effet entre immigration et terrorisme, ne permet guère de contrer des propos infondés non plus⁴.

Ainsi, force est de constater que l'immigré est jugé non pour ce qu'il est, mais pour ce qu'il représente. Cette stigmatisation touche d'ailleurs aussi bien l'étranger "qui vient pour moins de trois mois dans un pays européen que l'enfant ou le petit-fils de quelqu'un qui s'est installé dans le pays il y a plus de quarante ans"⁵. Ce parti pris assimile de fait des populations entières à une identité présumée (communauté tchétchène, musulmans, "seconde génération" d'immigrés...), tenues responsables ou suspectées de nombreuses déviations. Si ce dangereux conditionnement de l'opinion publique par le politique demeure épisodiquement dénoncé par quelques défenseurs des droits l'homme et associations antiracistes, il n'en demeure pas moins problématique à bien des égards. Notamment en ce qu'il permet d'occulter tout débat et toute analyse contradictoires qui envisageraient des perspectives qui n'iraient pas dans le sens des discours politiques dominants ou qui rappelleraient des responsabilités institutionnelles sur la question.

Partant de là, les rapports rédigés par les anthropologues, démographes, économistes, sociologues, politistes établissant des liens de causalités et des éléments



de compréhension avérés sur les facteurs concrets favorisant l'émergence du terrorisme et de la radicalisation passent alors au second plan – quand ce n'est pas à la trappe, happés par le feu médiatique de démagogues souvent racistes et xénophobes. Il devient alors aisé d'omettre le rôle qu'ont pu jouer les puissances occidentales dans l'implantation et l'émergence de groupes djihadistes lors de certaines interventions militaires⁶, les résurgences d'un passé colonialiste trop vite oublié, ou les conséquences des guerres prétendument nommées "anti-terroristes". Les études réalisées par l'Observatoire contemporain du terrorisme, de l'antiterrorisme et des violences (OCTAV) montrent en cela l'absolue inefficacité de ces dernières quant aux finalités dont elles sont dotées et avancent que le phénomène est celui du "pompiers pyromane" : loin de combattre le terrorisme, il l'alimente en nourrissant le ressentiment⁷.

Pour autant, la politique menée depuis des années et sur-alimentée récemment par les multiples lois anti-immigration, discriminatoires et sectaires ne font que renforcer un climat de suspicion stérile et accroître les potentialités de passage à l'acte terroriste et la radicalisation. Les théories fascisantes du "grand remplacement", les débats sur le séparatisme, où les déclarations tenues au plus haut sommet de l'État français ciblant particulièrement les populations immigrées de confession musulmane ne peuvent ainsi qu'engendrer crispations et exclusions, là où une acceptation de l'altérité apporterait une solution. Comme l'indique un politologue spécialiste de l'islam politique : "Nous fabriquons ces individus qui choisissent - parmi de très nombreuses autres possibilités - une expression binaire, cliquante et totalisante de leur appartenance religieuse. Le recours à la violence sectaire fait donc suite à des dysfonctionnements majeurs du vivre ensemble européen ou oriental qui poussent ces individus à la rupture."⁸ Ainsi, plutôt que de chercher à combattre le terrorisme, mieux vaudrait commencer par cesser de le créer. [Grenouille]



1. Vincent Geisser, « Immigration et terrorisme : « corrélation magique » et instrumentalisation politique », Migrations Société - 2020 n°182
2. Estibaliz Jimenez, « Pourquoi l'immigrant est-il perçu comme une menace pour la sécurité nationale ? », Questions de criminologie - 2010
3. Catherine Withol de Wenden, citée dans : « Existe-t-il un "lien entre immigration et terrorisme", comme l'affirment certains politiques de droite et d'extrême droite ? », France Info - 5 mai 2021
4. Voir notamment : « Une nouvelle étude démontre que l'immigration ne favorise pas le terrorisme », Slate - 18 février 2016
5. Didier Bigo, « Sécurité et immigration : vers une gouvernementalité par l'inquiétude ? », Cultures & Conflits - Printemps été 1998
6. A ce sujet, lire : « L'occident et les Djihadistes : Chronique d'une hypocrisie », Acta Zone, 24 octobre 2020
7. Voir notamment : « Guerres et terrorisme : sortir du déni », Nouvelobs - 14 novembre 2020
8. François Burgat, « Il ne s'agit pas de combattre les jihadistes mais d'arrêter de les fabriquer », Libération - 4 novembre 2016

France, terre d'asile?

Une certitude très répandue est que la France serait une terre accueillante pour les étrangers, trop accueillante pour certains. Or la réalité montre que le nombre de demandeurs d'asile comme celui de migrants n'est pas particulièrement élevé. Que d'inepties n'avons-nous pas entendues sur ce thème? Afin de corriger ces erreurs, contre- et demi-vérités, nous allons en relever quelques une des plus courantes et fournir des chiffres pour clarifier le sujet.

Combien de fois dit-on que "nous ne pouvons accueillir toute la misère du monde!" alors que la très grande majorité des personnes contraintes de quitter leur pays ne se rend pas en Europe (moins de 20%). Dans un top 10 des principaux pays d'accueil, réalisé pour l'année 2018, figurent la Turquie (3,7 millions de réfugiés), le Pakistan (1,4 million), l'Ouganda (1,2 million), Soudan (1 million), le Liban (1 million), mais pas la France.

Ces dernières années, plusieurs millions de personnes ont dû fuir la guerre dans leurs pays d'origine, en particulier en Syrie, Afghanistan et Irak, des milliers d'entre elles ont péri en mer. En 2015, l'année où l'arrivée de réfugiés vers l'Europe a été la plus importante, 1,2 million de demandes d'asile ont été enregistrées. Tandis qu'en France, elle ont été de l'ordre de 70 000 (6% du nombre global), elles atteignaient plus de 440 000 en Allemagne (35%).¹

Même en 2019, lorsque la France a accueilli 143 000 premières demandes d'asile², elle n'était en Europe qu'en 7e position en nombre rapporté à la population du pays. Par contre le taux d'acceptation n'est que de 40%. Un nombre important de personnes déboutées quittent le pays tandis que certaines parviennent à être régularisés après plusieurs années de démarches ardues.

Il est erroné de croire qu'en facilitant l'accès à l'asile, le nombre de réfugiés augmenterait. En réalité, les politiques d'asile de plus en plus restrictives ne font que croître le nombre de clandestins qui ne peuvent souvent plus retourner dans leurs pays d'origine ou se rendre ailleurs. On estime qu'environ 30 000 sans-papiers entrent chaque année en France (cependant, tous ne restent pas dans le pays). Quant aux entrées régulières, comptabilisées par le nombre de cartes de séjour octroyées, l'augmentation est également plutôt modérée : de 220 000 en 2010 à 260 000 en 2019.³ Ces quelques chiffres sont utiles pour relativiser l'image que certains ont voulu esquisser à propos d'une vague de migrants qui aurait submergé la France.

L'idée est répandue que la situation économique de la France ne permettrait pas l'accueil des étrangers, or il est avéré que plus ces personnes sont accueillies dans le respect de leurs droits, plus elles s'insèrent dans le tissu social et économique et participent à la richesse cultu-

relle et sociétale. Bon nombre d'entre elles disposent de diplômes, ce qui devrait faciliter leur insertion.

Un autre à-priori prétend que ce ne sont quasiment que des hommes seuls qui arrivent en France, Or selon les chiffres du HCR, en 2019, parmi les 96 000 personnes enregistrées à leur arrivée en Europe par l'Espagne, l'Italie, la Grèce, Chypre et Malte, 53% étaient des hommes.. "En février 2016 en Grèce, période de très fortes arrivées ayant amené l'Union européenne à conclure un accord avec la Turquie, les hommes représentaient 38% des entrées, les femmes 22% et les enfants 40%."⁴

L'abandon des mineurs non accompagnés

Ces mineurs quittent leurs pays pour différentes raisons: "ils fuient des persécutions liées à des conflits ou d'autres situations de violence et sont demandeurs d'asile ; ils désirent rejoindre leur famille déjà présente en France ou en Europe ; ils veulent accéder à une vie meilleure, étudier ou travailler dans le pays ; ils sont victimes d'un réseau d'exploitation ou de traite des êtres humains..."⁵. Beaucoup sont originaires d'Afrique subsaharienne, généralement de zones de conflits ou de guerre, et passent par la Libye où ils subissent l'esclavage et des tortures. Ils débarquent en Europe, traumatisés, après un voyage périlleux. En France, environ 17 000 en majorité des garçons sont arrivés respectivement en 2018 et 2019.

Théoriquement, tout mineur, qu'il soit étranger ou non, a droit de mise à l'abri. En conséquence, les mineurs isolés qui demandent l'asile doivent être pris en charge par les services des départements non seulement dans leurs démarches administratives mais également en matière d'hébergement, de santé et d'éducation. En fait, ils sont confrontés à la contestation par les départements de toutes les informations qu'ils donnent : leur âge, leur parcours, leur origine, les risques qu'ils encourent. Il faut donc en premier lieu que leur minorité soit reconnue. Or ils doivent parfois attendre des mois avant d'être entendus ou de passer un test osseux (radio du poignet et des dents de sagesse) qui malgré son manque de fiabilité, à cause d'une marge d'erreur de deux à quatre ans, reste un critère d'évaluation de leur âge.

En pratique, même s'ils obtiennent une ordonnance de placement par un juge, ils ne sont pas toujours suivis par l'Aide sociale à l'enfance mais souvent livrés à eux-mêmes, parqués dans des hôtels sans accompagnement ou même laissés dans la rue. Mais même s'ils bénéficient d'une protection pendant leur minorité, une fois majeurs, ils devront affronter de nombreux obstacles qui font que leur statut demeure toujours précaire.

Les mineurs isolés, en cas d'infractions, sont victimes de traitement judiciaire sévère et peuvent être plus facilement incarcérés que des mineurs français, notamment parce qu'ils n'ont pas de famille. Comme les infrastructures (foyers, centres de rééducation) ne suffisent pas et ne sont pas adaptées, il arrive qu'ils soient emprisonnés. En prison, ils ne sont pas non plus suivis correctement par manque de personnel et de compétences appropriées et quand ils en sortent, nombreux sont ceux qui reprennent malheureusement leur parcours là où ils

l'ont laissé, c'est à dire dans la délinquance.

Entre 2018 et 2020 plus de 18 000 réfugiés enfants et adolescents non accompagnés ont disparu des radars des administrations européennes. Ce chiffre est sous-estimé car plusieurs Etats, dont la France, ne répertorient pas ces disparitions car même s'ils ont été enregistrés à leur arrivée, ils n'ont plus tous été suivis. Ils sont souvent victimes de réseaux de traite d'humains et esclavagisés dans la prostitution, le travail forcé ou le trafic de drogues⁶.

Mais il y a aussi des mineurs isolés qui grâce notamment à l'accompagnement de personnes privées ou d'éducateurs dévoués réussissent à se faire une place, suivre une formation et s'adapter à leur nouvel environnement. Beaucoup ne demandent qu'à trouver une place dans la société, suivre un apprentissage pour devenir autonomes dans de bonnes conditions. Ne faudrait-il pas développer les conditions pour que ces jeunes, souvent éprouvés par leurs expériences passées, soient accompagnés dans l'apprentissage d'une nouvelle vie en toute sécurité et sérénité. ? [Cévennes sans frontières]

1. Eurostat, Nombre record de plus de 1,2 million primo-demandeurs d'asile enregistrés en 2015
2. La Cimade, Asile : bilan en France et en Europe pour 2019, 14 mars 2020
3. Secours catholique, Migrants : « Non, la France n'est pas submergée », 23 septembre 2020
4. UNHCR, Portail de donnée en ligne
5. Croix rouge, Mineurs non accompagnés : élaborer un véritable projet de vie
6. En trois ans, plus de 18 000 mineurs étrangers ont disparu en Europe, Le Monde, 19 avril 2021

Les habits neufs de Lidl woman

Ce matin, je suis bien décidée à balayer la morosité rampante, à regarder le beau, les iris en fleurs, les enfants insoucians qui s'élancent sur le toboggan, à écouter le Gardon qui clapote, les crapauds calamite en état d'excitation, à guetter le chant du coucou dans les bois lointains, et celui du loriot près des rives.

Le soleil semble prêt à jouer le jeu, c'est toujours bon à prendre.



Quelques stratus s'attardent dans le ciel printanier mais ils ne feront pas le poids, le beau temps devrait l'emporter, foi de météorologistes.

Ce matin, j'inspecte ma garde-robe, de plus en plus réduite et je m'en réjouis, fruit de mon choix vers une sorte de minimalisme, qui sera de toutes façons relatif, soyons honnêtes. Objectivement, je serais bien incapable de mener une vie d'anachorète. Mais quand je casserai ma pipe, un jour où l'autre, entre nous je préférerais l'autre si j'avais le choix, et donc quand je franchirai la frontière munie de mon aller-simple dûment

scanné, que vont faire mes enfants de tous mes objets, meubles, vêtements et autres vaines possessions terrestres? Un vrai fardeau chargé d'affectif, non ? On ne peut moralement pas imposer nos goûts à nos descendants, leur léguer des objets démodés devenus des boulets, ni leur infliger, en prime, la culpabilité de brader ce qui appartenait à feu leurs parents, et ajouter des couches de «elle se retournerait dans sa tombe».

Ma garde-robe, quelle histoire, aussi foutraque que mon parcours. Minette bien sapée je fus, je le confesse, puis hippie, puis cloche, puis classe, puis rustique, jamais aérobic, ça non... Quand j'y pense: les pattes d'ef, le col Mao, les jupes à fleurs... jusqu'à ce pull-tube en mohair, en vogue, comme par hasard, au moment où le président accordéoniste, assis devant sa cheminée d'opérette, nous incitait à réduire le chauffage pour cause de choc pétrolier... Sans oublier, le temps du rose indien, du violet mystique, du ravissant deux-pièces tricoté au crochet, des trocs de fripes... Suivit le temps des cuissardes juste après celui des sabots de bois.

Une fois arrivée au terminus des chimères, acculée, j'ai dû endosser un costume, porter une bride au cou, comme un animal de cirque. Il faut bien gagner sa mie. En revanche, le soir venu, Docteur Jekyll devenait nocturne Mister Hyde, version femme. Le soir venu, fini le seyant, fini la taille mise en valeur, le choix harmonieux des couleurs, l'accessoire qui fait mouche, fini. Au placard. Et une tout autre vie commençait, cela va sans dire. Rock and Roll à tous les étages.

Aujourd'hui, ma garde-robe, en mode allégé, ressemble à une vitrine roumaine au temps du communisme. Peu de choix autour du jean basique dont je me demande s'il ne faudra pas me séparer bientôt, non qu'il soit usé, mais parce qu'il commence à coller sérieusement au niveau des cuisses, séquelles des confinements successifs. Hélas non, mon jean n'a pas rétréci au lavage, le verdict de la balance me le confirme. D'ailleurs, dans ma quête de minimalisme, j'envisage de me débarasser de deux objets particulièrement haïssables de mon univers domestique: le «pèse-personne», bien mal nommé puisqu'il pèse toute personne dans la limite de 120 kg, et puis l'odieux réveil pour m'avoir persécutée durant près de trente ans dès 6 heures et demie tous les matins. J'ai pensé inclure le miroir dans ma liste de limogés, mais tous comptes faits, non, il sera épargné. On ne peut pas dire qu'il soit très complaisant à mon égard, mais il me permet au moins de couper tant bien que mal mes cheveux sans subir l'intervention de la coiffeuse et ses propos fascisants.

Ce matin ensoleillé, vêtue de mon jean de marque «Complices», c'est-à-dire «Auchan », de mon blouson jaune safran de marque «Kiabi», me voilà dans une tenue qui rappelle «Lidl». Il ne faudrait surtout pas y voir un symbole! Sous le blouson, j'ai ajouté mon T-shirt «Stop-Linky» avec le logo devant, c'est plus gai. Chaussée de baskets verts du bas de rayon de «Décathlon», avec des chaussettes dépareillées de «Zeeman», affublée du masque FFP2 dernier cri et «made in France», (les masques en tissu faits maison ayant été bannis), j'ai une

touche d'enfer. N'aurais-je pas un petit bob rigolo oublié au fond d'un tiroir, juste pour agrémenter l'ensemble? Y a de la provoc dans l'air, c'est clair. Mais voilà, muselée, infantilisée, manipulée, distancée, confinée, déconfinée, âgisée, je m'exprime avec ce qui me reste. Une véritable insulte au bon goût. Geneviève de Fontenay (grande prêtresse en la matière), si par un hasard extraordinaire, je la croisais sur mon chemin, tournerait de l'œil rien qu'à me voir... et me suggérerait de consulter un psy.

A mon corps défendant, si je puis dire, avec ces fringues sur le dos, j'ai enrichi un peu plus la très respectable famille Mulliez. Celle qui fait fabriquer des produits bon marché en Asie et en inonde les grandes surfaces sous une dizaine d'enseignes. Celle qui, bien protégée par la macronie, pratique l'évasion fiscale à grande échelle. Enfin non, je suis mauvaise langue, elle est seulement «soupçonnée». Ce genre de pensées, tout à coup, assombrit quelque peu mon humeur.

«- Arrête donc de réfléchir, et bouge.» me murmure une voix de l'intérieur, et j'appuie sagement sur la touche «pause» de ma moulinette à idées.

«- Par la même occasion, arrête de vouloir refaire le monde, tu te porteras mieux.» ajoute la voix de l'intérieur.

[Danielle Pelletier]

Sauce aigre-douce

Les Saints de glace sont passés. Tant mieux! Allons respirer au seuil des jardins. Ma glycine a gelé, l'idiote. Le raisin muscat aussi. Et les prunes, les pêches, le figuier, les petites pommes. Les fruits seront chers, au mitan de l'été,

et nous, toujours aussi pauvres. Parce qu'il faudra bien la rembourser, cette dette énorme, en économisant sur les minimas sociaux, comme d'habitude.

Pour le moment, moquons nous-en. Il y a dans l'air comme une allégresse. Profitons de ces petites libertés qui reviennent, nous les avions presque oubliées. Nous aussi la violence du



blio monde, s'il vous plaît. L'épique époque opaque. Même un court instant. C'est foutrement trop lourd pour nos âmes épuisées.

Célébrons l'avènement du printemps qui, ici, dans ce coin de montagnes, joue au feu d'artifice végétal. Les genêts, qui sentent la vanille. Les hautes digitales. Les derniers acacias. Les cistes blancs, dits de Montpellier, et les cistes crépus, d'un rose tirant sur l'améthyste. Les grands iris jaunes, et les grenats foncés, qui veulent durer encore. La lavande papillon, son vrai nom c'est stechas, L'épi pressé entre deux doigts, une odeur qui enivre. Les marguerites. Les coquelicots qui cocoriquent. Les uro sper-

mum: quel nom affreux, pour une fleur aussi étonnement épatante, qui pousse en petit bouquet d'un jaune pâle, pas trop solaire, un peu beurré. Ça fait gynécologue pornographe, non? Et toutes ces sauvageonnes à peu près inconnues, qui pétaradent sur le bord des chemins. Les feuillages naissants : une infinie variété de verts, tous accordés entre eux. On ne sait plus où donner des yeux. Il y en a partout, escaladant la colline en terrasses, parmi les oliviers et les bruyères brunies.

Ces lumineuses pépites auraient mérité mille points d'exclamation. Je vous les ai épargnés de crainte que ce ne soit trop lyrique. C'est censé être un peu soupe à la grimace, ce petit article.

Mais: tant et tant d'oiseaux, le ciel lavé au vent du nord, les nuits criblées d'étoiles, tout cela me fait fête. Paris est loin. J'enquiquine les puissants. L'air pur à pleins poumons. Le masque oublié au fond de la machine à laver. Faire des rêves pour demain, voilà un vrai programme. Il faut penser à semer et à s'aimer.

Oui, je sais: vous êtes en ville, dans vos petits appartements en béton triste, avec vos soucis de travail, de chômage, de scolarité, d'inquiétude pour demain. Et moi en mon écart, à bavasser comme un idiot sur la beauté du monde. Mais elle existe, pourtant. Sortez, allez la contempler, la goûter, vous en mettre plein les mirettes, le cœur content. Qui vous en empêche? Dix minutes à pied de votre porte. C'est mieux que la télé, mieux que le web, vous savez. Simple et facile. Rien n'y est faux, c'est l'équilibre, et même sauvage, bien apaisant. Parce que sinon, à force, dans le bol de lentilles, vous ne verrez que la pierre. Ce n'est qu'un conseil, légèrement amical : étant rétif comme une chèvre à tous les diktats, loin de moi l'idée d'une injonction.

Cette pandémie passera. Il en viendra une autre. Les labos feront fortune, les collabos aussi. Nos perdrons encore quelques libertés. Notre sphère privée de nouveau sera rognée.

N'allumez pas de feux, les enfants, il n'en reste jamais que les cendres. Ouvrez plutôt les fenêtres, faites entrer la lumière, chassez les ombres, cette galle populiste qui partout se répand.

Et surtout, souvenez-vous de l'avenir.

[bernard blangenais]



La route pour la Vie !

Les zapatistes nous rendent visite ! Pour la première fois, une délégation du mouvement zapatiste du Chiapas (Mexique) se rendra sur les cinq continents, en commençant par l'Europe à partir de mi-juin.

Le soulèvement zapatiste s'est déclaré en 1994 au Chiapas, jour d'entrée en vigueur du traité de libre-échange nord-américain (ALENA), au cri de "Ya Basta!".



Il s'oppose à l'exploitation, au racisme, à l'oppression des femmes et de tous les genres, à la militarisation, à la destruction de l'environnement...

Les zapatistes s'engagent dans la construction de structures autonomes dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'auto-gouvernement, de l'égalité des sexes, de la production, des médias et de la justice. Depuis leur soulèvement en 1994, ils ont réalisé des améliorations considérables pour leur base sociale ainsi que pour de nombreux autres mouvements. En outre, ils continuent à inspirer de nombreuses luttes sociales au Mexique et dans le monde.

Avec cette initiative, les zapatistes veulent briser la résignation, semer l'espoir et ébranler à nouveau le statu quo du système en place ainsi que construire de nouvelles voies de solidarité et de luttes - avec nous.

Les zapatistes ont souhaité payer eux-même leurs trajets vers l'Europe mais proposent d'aider à leur retour. Un réseau de solidarité constitué pour l'occasion prend donc en charge celui-ci et les frais du voyage à partir de leur arrivée en Europe et à l'intérieur des différentes régions du continent. Beaucoup d'argent est nécessaire pour ces frais et la logistique. L'argent ne doit pas être un frein à la réussite de ce voyage.

Pour en savoir plus sur ce voyage et pour contribuer au financement de cette initiative émancipatrice et porteuse de perspectives, un appel à don est lancé, il est consultable à ce lien : <https://www.helloasso.com/associations/une-montagne-en-haute-mer/collectes/la-route-pour-la-vie-2021>

Envoyez-nous vos contributions et remarques. Contact: episodecevenol@laposte.net

<https://episodecevenol.noblogs.org/>

Ne pas jeter sur la voie publique S. V. P.